

L'accord avec Bruxelles passe un test au parlement

Suisse-UE » Les commissions du parlement ne veulent pas interrompre les négociations avec l'Union européenne.

Bon an, mal an, l'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne (UE) a passé hier un nouveau test parlementaire. Par 17 voix contre 8, la commission de politique extérieure du Conseil national a demandé au Conseil fédéral de poursuivre les négociations avec Bruxelles, à l'issue d'entretiens menés avec le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis et le président Guy Parmelin. Celle du Conseil des Etats a, via deux votes, laissé le

soin au gouvernement de déterminer la voie à suivre.

«Il reste possible de conclure cet accord», rapportait la Vert'libérale Tiana Moser (ZH), présidente de la commission du National. Les membres des Verts, du Parti socialiste, du Centre, du Parti libéral-radical et des Vert'libéraux ont, à la quasi-unanimité, voté pour la poursuite des pourparlers. Seule l'UDC eurosceptique et souverainiste a pris le contre-pied. Pour elle, l'accord-cadre est inacceptable. Il projette de chaapeuter cinq accords d'accès au marché européen, en systématisant la reprise du droit européen

par la Suisse et en accordant du poids à la Cour de justice de l'UE en cas de désaccord.

Comme la visite à Bruxelles du président Guy Parmelin vendredi dernier l'a montré, les deux parties ont encore du pain sur la planche si elles souhaitent trouver un terrain d'entente. Trois points freinent les négociations: Berne attend des concessions sur la protection salariale, les aides d'Etat et la directive sur la citoyenneté. Sur les deux premiers objets, les séances de commission ont confirmé que les fronts bougeaient. Renseignements pris,

l'UE pourrait faire un pas sur le principe «salaire égal à travail égal». Mais elle n'apprécie guère que la Suisse contrôle ses entreprises aussi souvent, ce qu'elle trouve discriminatoire. La fréquence et la «cible» des inspections sont débattues. Concernant les aides d'Etat, que touchent notamment les banques cantonales, l'Union pourrait arranger la Suisse... à condition d'obtenir satisfaction sur le reste. Le problème principal, comme l'a souligné Ignazio Cassis, demeure la directive sur la citoyenneté. Ici, Berne veut en rester à une libre circulation des personnes limitée aux Eu-

ropéens avec contrat de travail et leur famille. Bruxelles considère que cette liberté revient à tous... Pour la droite suisse, c'est une sacrée couleuvre. L'enjeu la décidera-t-il? «Sans cet accord, les Bilatérales connaîtront une détérioration continue», redoute Christine Bulliard-Marbach (centre, FR). «L'accord procurerait une sécurité de planification.» Chez les Verts, Nicolas Walder (GE) appelle «à aller de l'avant. Il faut à présent que le Conseil fédéral fasse preuve de volonté politique et de force de conduite. Car il n'y a pas de plan B.» »

PHILIPPE BOEGLIN